

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Mont-de-marsan, le 01/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BIOENERGIE DU SUD OUEST

Rocade Sud d'Arance
Plateforme Induslacq
64300 Mont

Références : DREAL/2025D/5137

Code AIOT : 0005207519

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/06/2025 dans l'établissement BIOENERGIE DU SUD OUEST implanté Plateforme Induslacq - Porte d'Abidos - Pôle Economique 2-201 64300 Mont. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

De nombreuses nuisances ont été signalées auprès des industriels par les riverains de la plate-forme de Lacq au cours des semaines précédant la visite d'inspection, à compter du 5 mai 2025. Ces signalements ont été particulièrement concentrés durant les périodes des 5-6 mai, 15-16 mai et 4 juin. L'objectif de la visite, réalisée de façon inopinée et réactive, était donc de vérifier que les mesures de vérification et de remédiation d'éventuels incidents avaient bien été prises par l'exploitant, et examiner si certaines phases d'exploitation identifiables étaient à l'origine d'émissions ayant pu causer les incommodations rapportées par les riverains.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BIOENERGIE DU SUD OUEST
- Plateforme Induslacq - Porte d'Abidos - Pôle Economique 2-201 64300 Mont
- Code AIOT : 0005207519
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

Il s'agit d'une unité de production de bioéthanol à partir de maïs à travers des procédés de cuisson, liquéfaction, saccharification, fermentation et distillation.

L'établissement est classé SEVESO « seuil bas » en raison de la présence de liquides inflammables relevant de la rubrique 4331.1 de la nomenclature des installations classées en quantité supérieure à 5 000t.

Contexte de l'inspection :

- Plainte

Thèmes de l'inspection :

- Odeur

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une

mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Gestion des signalements	AP Complémentaire du 08/08/2019, article 2.4	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les signalements d'odeurs de brûlé autour du site Induslacq ont conduit à une inspection des installations de séchage des drêches de la société Bioénergie du Sud-Ouest. Les contrôles ont révélé des redémarrages et arrêts fréquents des sècheurs, avec un dépassement de la valeur limite de CO sur le sécheur A en février 2025. Des réparations ont été effectuées, mais des problèmes de combustion persistent. Cependant, il n'y a pas de lien évident entre les signalements d'odeurs et le fonctionnement du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des signalements

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 08/08/2019, article 2.4
Thème(s) : Autre, Gestion des signalements
Prescription contrôlée :

L'exploitant utilise l'ensemble des résultats issus de son programme d'autosurveillance de ses rejets, de la surveillance environnementale ainsi que l'ensemble des signalements émanant des riverains afin d'identifier les unités et les périodes de fonctionnement pouvant être à l'origine de nuisances dans l'environnement.

À chaque signalement, l'exploitant est tenu de recenser minima les éléments ci-dessous :

- l'origine du signalement (coordonnées de la personne à l'origine du signalement et localisation du ressenti de la nuisance) ;
- le contenu du signalement (dates de début et de fin, description de la nuisance : odeurs, effets physiologiques...) ;
- les données météorologiques utiles lors du signalement (température, vitesse et orientation du vent, pression atmosphérique...) ;
- la vérification des paramètres pertinents sur site permettant de rendre compte de l'état de fonctionnement des équipements ou ateliers. Les paramètres contrôlés peuvent être :
 - état de production de chacune des unités ;
 - exécution d'une opération particulière susceptible d'émettre des émissions atmosphériques transitoires (incidents, arrêt/démarrage, dépotage/empotage, strippage, lavage, enfûtage, pour les procédés batch rejets aqueux d'effluents industriels,...) ;
 - état des équipements de traitement des effluents ;
 - remontée d'alarmes durant le signalement ;
 - connaissance des produits contenus dans les bacs de stockage pouvant avoir un lien avec les signalements.

Ces éléments sont recensés, enregistrés, analysés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées pendant 5 ans. L'exploitant peut mutualiser l'analyse faite sur ces signalements avec les autres exploitants tenus par la même obligation. L'exploitant informe l'inspection des installations classées sans délai lorsque le signalement est lié au non-respect d'une obligation réglementaire concernant ses rejets atmosphériques.

Constats :

Les signalements d'odeur et de nuisance ressentis autour du site Induslacq concernent des odeurs de brûlé, d'allumettes brûlées. Au vu de la typologie des odeurs, les contrôles ont spécifiquement portés sur l'installation de séchage des drêches.

- **Conditions de fonctionnement des installations**

Lors de la visite, il a été constaté que les installations étaient à l'arrêt pour le remplacement des sècheurs jusqu'au 17 avril 2025. Ce remplacement s'est effectué sans aucune modification sur les brûleurs de l'installation.

Après cette date, il y a eu plusieurs redémarrages et arrêts successifs : redémarrage le 17 avril suivi d'un arrêt immédiat dans la nuit du 17 au 18 avril ; puis des phases de redémarrage et d'arrêt entre les 25 et 1er mai ; un arrêt se poursuivant du 1er mai jusqu'au 7 mai à 4h du matin. Des arrêts de courtes durées ont également eu lieu les 13, 14 et 18/05.

Pour la journée du 5 juin, le sècheur B a été mis à l'arrêt de 7h30 à 12h.

Des signalements ont eu lieu le 5 juin à 12h et 19h. Cependant, concernant spécifiquement l'un des signalements qui a eu lieu le 6 mai, il a été constaté que l'installation était à l'arrêt ce jour-là. En conséquence, il est conclu qu'il ne peut être fait de lien évident entre les odeurs de brûlé irritantes et l'activité de Bioénergie du Sud-Ouest.

- **Résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques**

L'analyse des résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques a révélé un dépassement de la valeur limite pour le paramètre CO en février 2025 sur le sécheur A, avec une mesure de 750 mg/m³ pour une valeur limite de 100 mg/m³.

Une analyse complémentaire réalisée le 14 mars 2025 sur le sécheur A a montré une valeur de 98,39 mg/m³ (pour une limite de 100 mg/m³). Les résultats pour le sécheur B sont conformes aux valeurs limites. De nouveaux prélèvements ont été effectués le 3 juin 2025, mais les résultats ne sont pas encore disponibles.

L'exploitant a reconnu un problème de combustion au niveau du sécheur A. Des réparations ont été réalisées sur l'installation lors de l'arrêt d'avril 2025, et les résultats des analyses du 3 juin permettront de déterminer l'efficacité de ces modifications.

Les contrôles réalisés en salle de contrôle ont montré des températures dans les chambres de combustion relativement stables pour le sécheur B (autour de 860°), mais plus erratiques pour le sécheur A, laissant penser que la problématique de rejet de CO n'est pas complètement solutionnée.

- **Qualité du séchage**

Un contrôle de la qualité du produit fini a été réalisé, portant notamment sur le paramètre humidité, afin de s'assurer du bon déroulement du séchage. Le taux d'humidité dans le produit est du même ordre de grandeur en mars 2025 et en mai 2025, ayant même plutôt tendance à évoluer à la hausse.

- **Registre de suivi des signalements**

Le registre des signalements ne permet pas de garantir que l'ensemble des points à vérifier l'ont effectivement été. En effet, en face de chaque signalement, il est simplement indiqué "RAS" (Rien À Signaler).

Cette indication "RAS" est donnée sans précision sur les points suivants :

- L'état de la production de chacune des unités.
- L'exécution d'une opération particulière.
- L'état des équipements de traitement des effluents.
- Les remontées éventuelles d'alarme.
- La connaissance du contenu des produits dans les bacs de stockage qui pourrait avoir un lien avec ces signalements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de faire évoluer l'analyse de chacun des signalements afin de garantir l'exhaustivité des vérifications réalisées.

Par ailleurs, il est demandé à l'exploitant la transmission des résultats de l'autosurveillance des rejets atmosphériques dès réception ainsi que, le cas échéant, un plan d'actions correspondant. Ce plan d'action pourra être transmis 15 jours après la transmission des résultats.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois